

chiffres. En réalité, la Force mobile ne compte pas suffisamment d'hommes pour mener à bien des opérations de maintien de la paix tout en faisant face à une crise qui nécessiterait l'envoi de 4,000 hommes en Norvège.

Si l'on fait le calcul, en cas de crise, le Canada aurait 10,000 hommes outre-mer, sur un total de 12,600, si l'on compte ceux en mission de paix. Par conséquent, cela nous laisse 2,600 hommes au pays pour renforcer notre brigade en Europe, protéger nos frontières et régler tous les problèmes intérieurs qui pourraient surgir, notamment celui d'une insurrection appréhendée. Votre Honneur se rappellera sans doute que le gouvernement actuel a parfois déclaré des insurrections appréhendées sur la foi de preuves très minces.

De toute évidence, le commandement de la Force mobile a besoin de plus d'hommes s'il veut assumer toutes les tâches qui lui sont assignées. Le général Paradis, ancien commandant de la Force mobile, estime qu'il faudrait 5,000 hommes supplémentaires, dans l'armée seulement, pour que nous ayons une organisation équilibrée capable de s'acquitter de sa tâche.

Advenant une guerre, il faudrait renforcer nos troupes en Europe. Or, notre plan de renforcement est basé sur diverses statistiques. L'amiral Allan, sous-chef de l'état-major de la défense, a déclaré ceci au comité sénatorial:

Si vous me demandez si je pense que ces données sont réalistes, je devrai coiffer mon chapeau de commandant des opérations et vous avouer que j'ai des doutes quant à l'exactitude de certaines de ces statistiques.

Ce qu'il importe de se rappeler, c'est que toute guerre future sera livrée avec les forces actuelles. C'est bien simple, le temps nous manquera pour recruter et former des centaines de milliers de soldats supplémentaires, comme cela s'est fait lors de la Seconde Guerre mondiale.

Nos troupes d'appoint seront envoyées en Europe par bateau. Le Canada s'est engagé envers l'OTAN à défendre les couloirs maritimes de l'Atlantique contre les navires et les sous-marins ennemis à l'aide de ses destroyers et de ses avions à long rayon d'action, pour que les bateaux alliés transportant des troupes et du matériel d'appoint puissent atteindre l'Europe.

Selon l'amiral Timbrell, ancien chef retraité du commandement maritime, pour pouvoir remplir adéquatement notre mission maritime, il nous faudrait 36 destroyers, alors que nous n'en avons que 23 dont 20 seulement sont opérationnels; nous avons besoin de 12 bateaux démineurs et nous n'en avons aucun; de 10 sous-marins et nous en avons trois; de quatre navires ravitailleurs et nous n'en avons que trois; de 36 avions patrouilleurs à grande autonomie et nous venons tout juste d'en acheter 18 dont quatre seront basés sur la côte ouest; de 40 avions patrouilleurs à court rayon d'action équipés pour la chasse anti-sous-marine et nous n'en avons aucun; enfin de 40 hélicoptères et les 33 que nous avons sont destinés à des tâches militaires. Ces données indiquent que nos efforts sont insuffisants. Comme le gouvernement proteste qu'il fait davantage, jetons maintenant un coup d'œil aux efforts qu'il a entrepris.

Nous devons acheter six nouvelles frégates pour remplacer nos six vieux destroyers mais ce programme d'achat accuse déjà deux ans de retard. A part ces six nouveaux navires, le gouvernement n'envisage pas pour l'instant de remplacer le reste de la flotte. Même en tenant compte du programme de remise en état des destroyers, à moins que de nouveaux ne soient commandés, en 1992 il nous en restera 15 et en 1996,

nous aurons une marine de dix navires, quatre DDH-280 et six frégates.

En plus de la mise au rancart progressive de nos destroyers, le gouvernement ne songe pas à acquérir des bateaux démineurs ni de nouveaux sous-marins. Le programme d'achat de l'avion patrouilleur à long rayon d'action est terminé et il n'est pas question d'en acheter d'autres. Nous songeons à acquérir un nouveau patrouilleur à court rayon d'action, mais rien de définitif n'a encore été fait. Je recommanderais volontiers qu'on se renseigne un peu sur les risques qu'il y a pour une petite puissance, d'acquérir des avions très sophistiqués tels l'avion patrouilleur ou le F-18; ces appareils risquent d'accaparer tout le budget. C'est ce qui est arrivé pour l'avion patrouilleur et ce qui arrivera pour le F-18.

Cela m'amène au dernier aspect de notre engagement auprès de l'OTAN, soit un groupe aérien basé en Allemagne de l'Ouest. Il est présentement composé de trois escadrons de CF-104 qui seront remplacés par le nouveau F-18A. Il est à noter que pour épater nos alliés de l'OTAN, nous leur répétons sans cesse que l'acquisition du nouveau chasseur contribuera à améliorer la qualité de notre matériel. Toutefois, pour le moment, nous n'envisageons pas de remplacer notre matériel de défense aérienne de faible altitude qui consiste en des canons Bofors de défense antiaérienne, datant de 1940, et en des missiles Blowpipe. Ce matériel est tellement désuet que le journaliste du *Financial Post*, M. Robert English, en a conclu ceci:

... nous ne saurions défendre nos bases que si l'ennemi nous prévenait suffisamment longtemps à l'avance de son attaque, que s'il choisissait une journée ensoleillée et que s'il nous promettait de voler bas.

Ce qui est ridicule dans cette affaire, c'est que d'une part, pour la défense du front européen, nous nous sommes engagés à utiliser un avion coûteux et perfectionné sur le plan technique, tandis que de l'autre, nous ne disposons d'aucun moyen de protéger cet avion. Il est fort probable qu'en cas de guerre nos F-18A éprouveraient quelques difficultés fondamentales: leurs propres aérodromes ne sauraient être défendus et deviendraient donc inutilisables.

Par conséquent, si la liste du matériel et de la main-d'œuvre que nous avons promis d'envoyer en Europe de l'Ouest paraît imposante sur papier, en réalité, nos ressources en main-d'œuvre sont insuffisantes, le matériel est désuet et lui-même insuffisant et nous éparpillons nos efforts. Certes, le problème ne doit préoccuper que les Canadiens, mais, en réalité, ses répercussions sont de portée beaucoup plus vaste. Comme nous sommes membres d'une alliance, les autres pays dépendent de nous. Si nous ne sommes pas en mesure de jouer notre rôle convenablement, notre présence dans l'OTAN devient un fardeau. Je ne suis pas du tout convaincu que nous soyons en mesure de tenir les promesses que nous avons faites.

Avant d'imposer à nos militaires les divers rôles dont il a été question, nous n'avons pas procédé à une évaluation de la situation sur le plan militaire. Nos militaires savent que nous sommes aux prises avec une situation ridicule. En fait, ce projet est lui-même le résultat de facteurs politiques et économiques. Que notre contribution à l'alliance soit de taille ou non importe peu à ce gouvernement; plutôt, il préfère que nous fassions bonne figure; afin de bien paraître dans les milieux internationaux, nous devons ne serait-ce que montrer que nous déployons des efforts pour protéger les intérêts de l'Occident.